

La version originale de cette page [CS](#) a été modifiée récemment. La version linguistique que vous avez sélectionnée est en cours de traduction par nos traducteurs.

tchèque

Swipe to change

Coûts

République tchèque

Vous trouverez sur cette page des informations détaillées sur les frais de justice en République tchèque.

Il n'existe pas de traduction officielle de la version linguistique affichée.

Une traduction automatique de ce contenu est disponible ici. Veuillez noter qu'elle est fournie uniquement à des fins d'information contextuelle. Le propriétaire de cette page décline toute responsabilité quant à la qualité de ce texte résultant d'une traduction automatique.

-----français-----bulgareespagnoldanoisallemandestoniengrecanglaiscroateitalienlettonlituanienhongroismaltais
néerlandaispolonaisportugaisroumainslovaqueslovènefinnois suédois

[Droit de la famille - divorce](#)[Droit de la famille – garde des enfants](#)[Droit commercial – contrat](#)[Droit commercial – responsabilité](#)

Cadre réglementaire régissant les honoraires des professions juridiques

Avocats

Il n'existe qu'un seul type d'avocats en République tchèque; il n'y a ni conseiller juridique ni avoué.

Le [règlement du ministère de la Justice n° 177/1996 Sb. du 4 juin 1996](#) fixe les honoraires des avocats et la rémunération de leurs services juridiques. Cette réglementation est disponible en anglais sur le site web de l'Ordre tchèque des avocats.

Les honoraires des avocats peuvent également être convenus en privé entre les parties concernées.

Dans la plupart des affaires civiles (y compris en droit de la famille et en droit commercial), la représentation juridique n'est pas obligatoire.

Frais fixes

Frais fixes dans les procédures civiles

Frais fixes supportés par les parties à une procédure civile

La loi n° 549/1991 Coll. sur les frais de justice (aucune version en anglais n'est disponible) régit les frais encourus dans le cadre d'une procédure civile. Ils varient selon le type de procédure. Des coûts fixes s'appliquent dans certains cas; dans d'autres, les frais à payer sont calculés en fonction d'un pourcentage. Dans tous les cas, les frais doivent être réglés en monnaie tchèque (CZK) et les paiements peuvent être effectués par virement bancaire sur le compte du trésor public (ou du tribunal). Les frais inférieurs à 5 000 CZK peuvent être réglés en timbres fiscaux (*kolek*), vendus dans les bureaux de poste et d'autres points de vente.

La cour doit notifier au demandeur les montants précis qu'il doit supporter.

Stade de la procédure civile auquel les frais fixes doivent être acquittés

Les coûts doivent être réglés dans les trois jours à compter de la date de notification, avant la première audience.

Frais fixes dans les procédures pénales

Frais fixes supportés par les parties à une procédure pénale

Les procédures pénales sont toujours déclenchées d'office (par le bureau du procureur) et le défendeur acquitte uniquement les coûts de représentation légale.

Stade de la procédure pénale auquel les coûts fixes doivent être payés

Aucun frais de justice n'est encouru dans les procédures pénales.

Frais fixes dans les procédures constitutionnelles

Frais fixes supportés par les parties à une procédure constitutionnelle

Aucun coût fixe n'est encouru dans les procédures devant la **Cour constitutionnelle** tchèque; néanmoins, une représentation par un avocat est obligatoire.

Stade de la procédure constitutionnelle auquel les frais fixes doivent être acquittés

Cette procédure n'engage aucun coût fixe.

Informations préalables que doivent fournir les représentants légaux

Droits et obligations des parties

Les représentants légaux ne sont pas tenus de fournir des informations préalables.

Les droits et obligations des parties peuvent être convenus entre l'avocat et son client.

Bases juridiques pour la taxation des dépens

Où trouver des informations sur la taxation des dépens en République tchèque?

Il est conseillé de consulter un avocat pour chaque affaire spécifique. Dès le début de la procédure, la cour est tenue d'informer des frais de justice à payer.

Dans quelles langues obtenir des informations sur les frais en République tchèque?

Le tchèque étant la seule langue officielle en République tchèque, il n'y a aucune obligation de fournir des informations dans d'autres langues. La qualité des informations dépend donc de la volonté et des compétences des personnes qui communiquent ces informations.

Où trouver des informations concernant la médiation?

Des informations sur la médiation sont disponibles sur le site web de l'[Association tchèque des médiateurs \(AMČR\)](#).

Où trouver des informations complémentaires sur les frais?

Site web fournissant des informations sur les frais

Il n'existe aucun site web officiel fournissant des informations sur les frais.

Où trouver des informations sur la durée moyenne des différentes procédures?

Diverses données statistiques sont disponibles sur le site web du **ministère de la Justice**; néanmoins, la durée dépend en grande partie de l'affaire en question. Certains règlements imposent des délais uniquement pour les décisions spécifiques de la cour (par exemple, les décisions préjudicielles).

Où trouver des informations sur le coût global moyen d'une procédure particulière?

Les frais encourus diffèrent selon les caractéristiques de chaque affaire, par conséquent, ce type d'information ne peut être fourni à l'avance.

Taxe sur la valeur ajoutée

Où trouver des informations?

Les frais de justice sont exonérés de la TVA et leur montant est limité. Les honoraires des avocats ne comprennent pas la TVA. Cependant, certains cabinets d'avocats assujettis à la TVA ajoutent une TVA à 19%.

Quels sont les taux applicables?

Voir le point ci-dessus concernant la TVA.

Aide juridictionnelle

Seuil de revenu applicable dans les procédures civiles

Aucun seuil de revenu spécifique n'est fixé. Cependant, sur demande, les juges peuvent examiner chaque situation au cas par cas. Une exonération partielle ou totale des frais d'instance peut être accordée sous réserve que l'action introduite par le demandeur soit raisonnable. Une juridiction peut nommer un conseiller juridique pour assister un demandeur lorsque la représentation est obligatoire.

L'**aide juridictionnelle** est accordée par des ONG spécialisées (selon le sujet) ou par l'Ordre tchèque des avocats. Dans des cas particuliers, l'**Ordre tchèque des avocats** peut nommer un avocat pour fournir des services légaux gratuits. Les critères d'obtention de l'aide juridictionnelle tiennent compte non seulement des revenus de la personne, mais également de la situation financière générale de son foyer.

Seuil de revenu applicable aux défendeurs dans les procédures pénales

Aucun niveau de revenu spécifique n'est fixé. Les juridictions nomment un avocat pour représenter un défendeur chaque fois qu'une représentation légale est obligatoire et que le défendeur ne dispose pas d'avocat personnel.

Seuils de revenus applicables aux victimes dans les procédures pénales

Seules certaines ONG peuvent fournir une aide juridique gratuite aux victimes. Les victimes sont parties aux procédures pénales dans quelques cas particuliers uniquement; dans les autres procédures, elles sont tenues d'intenter une action (les informations ci-dessus concernant le seuil de revenu applicable à l'aide juridictionnelle s'appliquent également dans le cas présent).

Autres conditions relatives à l'octroi de l'aide juridictionnelle aux victimes

Les victimes peuvent demander une indemnisation au **ministère de la Justice** (en vertu de la loi n° 209/1997 Coll.).

Autres conditions relatives à l'octroi de l'aide juridictionnelle aux défendeurs

Les informations ci-dessus concernant le seuil de revenu applicable à l'aide juridictionnelle aux défendeurs dans des affaires pénales s'appliquent également dans le cas présent.

Procédures judiciaires exemptes de frais

Les procédures devant la **Cour constitutionnelle** sont gratuites. Certains types de procédures (visés à l'article 11 de la loi n° 549/1991 Coll. sur les frais d'instance) sont également exemptés de frais d'instance: par exemple, lorsque le demandeur est mineur ainsi que dans d'autres cas (lorsque l'État ou les entités publiques sont parties à la procédure, en cas de demande d'asile par une personne étrangère ou dans d'autres affaires impliquant des parties «plus faibles»).

Quand la partie qui succombe doit-elle supporter les dépens de la partie gagnante?

Il revient au juge d'en décider (dans sa décision finale) en fonction des spécificités de l'affaire; il peut condamner la partie qui succombe à payer tout ou partie des dépens. Toutefois, ce principe ne s'applique pas aux procédures de divorce. Les condamnations aux dépens peuvent également comprendre les honoraires d'avocat.

Honoraires des experts

Le tribunal règle les honoraires des experts qu'il nomme. Les parties supportent les honoraires des experts uniquement lorsqu'elles font elles-mêmes appel aux services d'un expert. Dans certains cas, le tribunal peut condamner la partie qui succombe à payer les honoraires des experts.

Honoraires des traducteurs et interprètes


Le tribunal prend en charge les honoraires des traducteurs et interprètes dans le cadre des procédures de justice. Lorsqu'une partie est étrangère et qu'elle ne comprend pas le tchèque, elle est autorisée à s'adresser à la cour dans sa langue maternelle.

Documents connexes

[Rapport de la République tchèque sur l'étude de la transparence des coûts](#)  (703 Kb) 

Dernière mise à jour: 02/11/2020

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

La version originale de cette page  a été modifiée récemment. La version linguistique que vous avez sélectionnée est en cours de traduction par nos traducteurs.

Étude de cas n° 1 – droit de la famille - divorce - République tchèque

Dans cette étude de cas sur le droit de la famille - divorce, il a été demandé aux États membres de conseiller la partie qui demande le divorce au sujet des dépens de l'instance, pour examiner les situations suivantes:

Cas A – Situation nationale: un couple se marie. Par la suite, les époux se séparent et conviennent de divorcer.

Cas B – Situation transnationale: deux ressortissants d'un même État membre (État membre A) se marient. Le mariage est célébré dans l'État membre A. Après le mariage, les époux partent vivre et travailler dans un autre État membre (État membre B), où ils établissent leur résidence. Peu après, le couple se sépare; la femme retourne dans l'État membre A, tandis que le mari reste dans l'État membre B. Le couple convient de divorcer. À son retour dans l'État membre A, la femme demande immédiatement le divorce devant les tribunaux de l'État membre B.

Frais en République tchèque

Frais afférents aux instances, aux appels et autres modes de résolution des litiges

--	--	--	--

Étude de cas	Instance			Appels			Autres modes de résolution des litiges	
	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais	Cette option est-elle envisageable pour ce type de cas?	Coût
Cas A	1 000 CZK	Sans objet (s.o.)	s.o.	1 000 CZK	s.o.	s.o.	Oui (facultatif)	Montant contractuel (généralement 1 000 CZK par heure, 3 heures)
Cas B	1 000 CZK	s.o.	s.o.	1 000 CZK	s.o.	s.o.	Oui (facultatif)	Montant contractuel

Frais d'avocats, d'huissiers et d'experts

Étude de cas	Avocat		Huissier de justice			Expert	
	La représentation est-elle obligatoire?	Coût moyen	Le recours à l'huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Coût
Cas A	Non	Montant contractuel, mais selon des avocats, les honoraires s'élèvent à 1 500 CZK pour chaque étape (5 en général).	Non (par courrier)	-	-	Non	350 CZK par heure
Cas B	Non	Montant contractuel	Non (cela dépend des autres pays concernés par l'affaire)	-	-	Non	350 CZK par heure

Frais d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Étude de cas	Indemnisation de témoins		Gage ou caution		Autres frais	
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Coût	Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-on recours?	Coût	Description	Coût
Cas A	Oui, le montant réel des frais engagés est remboursé.	Variable, selon la situation	Non	-	-	-
Cas B	Oui, le montant réel des frais engagés est remboursé.	Variable, selon la situation	Non	-	-	-

Coût de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

Étude de cas	Aide juridictionnelle			Remboursements			
	Quand et sous quelles conditions s'applique-t-elle?	Quand l'aide est-elle totale?	Conditions?	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a apportée?
Cas A	Uniquement fournie par des ONG	-	-	Non	-	Tous les frais en matière de divorce	Non
Cas B	Cf. la directive sur l'aide judiciaire dans les affaires transfrontières	-	-	Non	-	Tous les frais en matière de divorce	Non

Frais de traduction et d'interprétation

Étude de cas	Traduction		Interprétation		Autres frais propres aux litiges transfrontaliers?	
	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Description	Coût approximatif?
Cas A	Documents originaux en langue étrangère nécessaires à la procédure	À partir de 350 CZK par page (selon la langue)	-	-	-	-
Cas B	Documents originaux en langue étrangère nécessaires à la procédure	Minimum 350 CZK par page (selon la langue)	Lorsqu'une partie ou un témoin est étranger ou ne comprend pas le tchèque.	350 CZK par heure	-	-

Dernière mise à jour: 02/11/2020

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

La version originale de cette page [CS](#) a été modifiée récemment. La version linguistique que vous avez sélectionnée est en cours de traduction par nos traducteurs.

Étude de cas n° 2 – droit de la famille – garde des enfants - République tchèque

Dans cette étude de cas sur le droit de la famille – garde des enfants, il a été demandé aux États membres de conseiller la partie demanderesse au sujet des dépens de l'instance, pour examiner les situations suivantes:

Case A – Situation nationale: deux personnes ont vécu ensemble hors mariage pendant plusieurs années. Elles ont un enfant de trois ans, lorsqu'elles se séparent. Un jugement accorde la garde de l'enfant à la mère et un droit de visite au père. La mère intente une action en justice pour limiter le droit de visite accordé au père.

Case B – Situation transnationale du point de vue d'un avocat exerçant dans l'État membre A: deux personnes ont vécu ensemble hors mariage dans un État membre (État membre B) pendant plusieurs années. Elles ont un enfant ensemble, mais se séparent immédiatement après la naissance de celui-ci. Un jugement rendu dans l'État membre B accorde le droit de garde de l'enfant à la mère et un droit de visite au père. La mère et l'enfant partent vivre dans un autre État membre (État membre A), comme le jugement les autorise à le faire, tandis que le père reste dans l'État membre B. Quelques années plus tard, la mère intente une action en justice dans l'État membre A pour modifier le droit de visite du père.

Frais en République tchèque

Frais afférents aux instances, aux appels et aux autres modes de résolution des litiges

Étude de cas	Instance			Appels			Autres modes de résolution des litiges	
	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais	Cette option est-elle envisageable pour ce type de cas?	Coût
Cas A	0 CZK	Sans objet (s.o.)	s.o.	0 CZK	s.o.	s.o.	Oui	500 à 1 000 CZK par heure
Cas B	0 CZK	Sans objet (s.o.)	s.o.	0 CZK	s.o.	s.o.	Oui	500 à 1 000 CZK par heure

Frais d'avocats, d'huissiers et d'experts

Étude de cas	Avocat		Huissier de justice			Expert	
	La représentation est-elle obligatoire?	Coût moyen	Le recours à l'huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Coût
Cas A	Non	En général, montant contractuel calculé en fonction du nombre d'audiences (à partir de 5 000 CZK)	Non	-	-	Non	350 CZK par heure
	Non			-	-	Non	350 CZK par heure

Cas B	En général, montant contractuel, calculé en fonction des circonstances	Non (cela dépend des autres pays concernés)				
-------	--	---	--	--	--	--

Frais d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Étude de cas	Indemnisation de témoins		Gage ou caution		Autres frais	
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Coût	Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-on recours?	Coût	Description	Coût
Cas A	Oui, en fonction du montant réel de leurs dépenses	Variable, selon la situation	Pas pour ce type de procédure	-	-	-
Cas B	Oui, en fonction du montant réel de leurs dépenses	Variable, selon la situation	Pas pour ce type de procédure	-	-	-

Coût de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

Étude de cas	Aide juridictionnelle			Remboursements			
	Quand et à quelles conditions est-elle applicable?	Quand l'aide est-elle totale?	Conditions?	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a apportée?
Cas A	Uniquement fournie par des ONG	-	-	En général, non (uniquement dans des cas particuliers, lorsque le revenu de la partie gagnante est très faible).	-	Aucun frais d'instance ne s'applique; les remboursements portent donc uniquement sur les honoraires des avocats.	Non
Cas B	Cf. la directive sur l'aide judiciaire dans les affaires transfrontières	-	-	Non	-	-	Non

Frais de traduction et d'interprétation

Étude de cas	Traduction		Interprétation		Autres frais propres aux litiges transfrontaliers?	
	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif ?	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif ?	Description	Coût approximatif ?
Cas A	Documents originaux en langue étrangère nécessaires à la procédure	350 CZK minimum par page	-	-	-	-
Cas B	Documents originaux en langue étrangère nécessaires à la procédure	350 CZK minimum par page	Lorsqu'une partie ou un témoin est étranger ou ne comprend pas le tchèque.	350 CZK par heure	-	-

Dernière mise à jour: 02/11/2020

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

La version originale de cette page [CS](#) a été modifiée récemment. La version linguistique que vous avez sélectionnée est en cours de traduction par nos traducteurs.

Étude de cas n° 4 – droit commercial – contrat - République tchèque

Dans cette étude de cas sur le droit commercial – droit des contrats, il a été demandé aux États membres de conseiller le vendeur au sujet des dépens de l'instance, pour examiner les situations suivantes:

Cas A – Situation nationale: une société a livré des marchandises d'une valeur de 20 000 EUR. Le vendeur n'a pas été payé parce que l'acheteur considère que les marchandises ne correspondent pas à ce qui avait été convenu.

Le vendeur décide d'intenter une action en justice pour obtenir le parfait paiement du prix.

Cas B – Situation transnationale: une société dont le siège social est situé dans l'État membre B livre des marchandises d'une valeur de 20 000 EUR à un acheteur situé dans l'État membre A. La législation de l'État membre B est applicable au contrat, et celui-ci est rédigé dans la langue de l'État membre B. Le vendeur n'a pas été payé parce que l'acheteur situé dans l'État membre A considère que les marchandises ne correspondent pas à ce qui avait été convenu. Le vendeur décide d'intenter une action en justice dans l'État membre A pour obtenir le parfait paiement du prix prévu par le contrat signé avec l'acheteur.

Frais en République tchèque

Frais afférents aux instances, aux appels et autres modes de résolution des litiges

Étude de cas	Instance			Appels			Autres modes de résolution des litiges	
	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais	Cette option est-elle envisageable pour ce type de cas?	Coût
Cas A	4 % du montant (en CZK, équivalent à 800 €)	Sans objet (s.o.)	Non	4 % du montant (en CZK, équivalent à 800 €)	Sans objet (s.o.)	Non	Oui (facultatif)	Montant contractuel (généralement 1 000 CZK par heure, 3 heures)
Cas B	4 % du montant (en CZK, équivalent à 800 €)	Sans objet (s.o.)	Non	4 % du montant (en CZK, équivalent à 800 €)	Sans objet (s.o.)	Non	Oui (facultatif)	Montant contractuel

Frais d'avocats, d'huissiers et d'experts

Étude de cas	Avocat		Huissier de justice			Expert	
	La représentation est-elle obligatoire?	Coût moyen	Le recours à l'huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Coût
Cas A	Non	Montant contractuel	Non	-	-	Non	Montant contractuel (minimum 350 CZK par heure)
Cas B	Non	Montant contractuel	Non	-	-	Non	Montant contractuel (minimum 350 CZK par heure)

Frais d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Étude de cas	Indemnisation de témoins		Gage ou caution		Autres frais	
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Coût	Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-on recours?	Coût	Description	Coût
Cas A	Oui, le montant réel des frais engagés est remboursé..	Variable, selon la situation	En matière commerciale, en cas de demande de mesure conservatoire	100 000 CZK	-	-
	Oui, le montant réel des frais engagés est remboursé.	Variable, selon la situation				

Cas B		En matière commerciale, en cas de demande de mesure conservatoire	100 000 CZK	-	-
-------	--	---	-------------	---	---

Coût de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

Étude de cas	Aide juridictionnelle			Remboursements			
	Quand et à quelles conditions est-elle applicable?	Quand l'aide est-elle totale?	Conditions?	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a apportée?
Cas A	Uniquement fournie par des ONG	-	-	Oui,	Cela dépend des caractéristiques de l'affaire.	Tous les frais peuvent être remboursés.	Non
Cas B	Cf. la directive sur l'aide judiciaire dans les affaires transfrontières	-	-	Oui.	Cela dépend des caractéristiques de l'affaire.	Tous les frais peuvent être remboursés.	Non

Frais de traduction et d'interprétation

Étude de cas	Traduction		Interprétation	
	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?
Cas A	Documents originaux en langue étrangère nécessaires à la procédure	350 CZK minimum par page	-	-
Cas B	Documents originaux en langue étrangère nécessaires à la procédure	350 CZK minimum par page	Lorsqu'une partie ou un témoin est étranger ou ne comprend pas le tchèque.	350 CZK par heure

Dernière mise à jour: 02/11/2020

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

La version originale de cette page [CS](#) a été modifiée récemment. La version linguistique que vous avez sélectionnée est en cours de traduction par nos traducteurs.

Étude de cas n° 5 – droit commercial – responsabilité - République tchèque

Dans cette étude de cas sur le droit commercial – droit de la responsabilité, il a été demandé aux États membres de conseiller le client au sujet des dépens de l'instance, pour examiner les situations suivantes:

Case A – Situation nationale: un fabricant d'équipements de chauffage livre un appareil de chauffage à un installateur. Celui-ci revend l'appareil à un client pour équiper sa maison (et l'installe). La maison prend feu peu après. Chacune des parties (le fabricant, l'installateur, le client final) est assurée. L'origine de l'incendie est contestée. Personne ne veut indemniser le client.

Le client décide de poursuivre en justice le fabricant, l'installateur et les compagnies d'assurances pour obtenir une indemnisation complète.

Case B – Situation transnationale: un fabricant d'équipements de chauffage établi dans l'État membre B livre un appareil de chauffage à un installateur situé dans l'État membre C. L'installateur revend l'appareil à un client dans l'État membre A pour équiper sa maison (et l'installe). La maison prend feu peu après. Chacune des parties (le fabricant, l'installateur, le client final) est assurée auprès d'une compagnie d'assurances dans son propre État membre. L'origine de l'incendie est contestée. Personne ne veut indemniser le client.

Le client décide d'intenter une action en justice dans l'État membre A contre le fabricant, l'installateur et la compagnie d'assurances dans l'État membre A pour obtenir une indemnisation complète.

Frais en République tchèque

Frais afférents aux instances, aux appels et aux autres modes de résolution des litiges

Étude de cas	Instance	Appels				Autres modes de résolution des litiges

	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais	Cette option est-elle envisageable pour ce type de cas?	Coût
Cas A	4 % du montant (assurance demandée)	Sans objet (s.o.)	Non	4 % du montant	Sans objet (s.o.)	Non	Oui (facultatif)	Montant contractuel (généralement 1 000 CZK par heure, 3 heures)
Cas B	4 % du montant (assurance demandée)	Sans objet (s.o.)	Non	4 % du montant	Sans objet (s.o.)	Non	Oui (facultatif)	Montant contractuel

Frais d'avocats, d'huissiers et d'experts

Étude de cas	Avocat		Huissier de justice			Expert	
	La représentation est-elle obligatoire?	Coût moyen	Le recours à l'huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Coût
Cas A	Non	Montant contractuel	Non	-	-	Non	Montant contractuel (350 CZK minimum par heure)
Cas B	Non	Montant contractuel	Non	-	-	Non	Montant contractuel (350 CZK minimum par heure)

Frais d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Étude de cas	Indemnisation de témoins		Gage ou caution		Autres frais	
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Coût	Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-on recours?	Coût	Description	Coût
Cas A	Oui. Le montant réel des frais engagés est remboursé.	Variable selon la situation	En cas de demande de mesure conservatoire	50 000 CZK	-	-
Cas B	Oui. Le montant réel des frais engagés est remboursé.	Variable selon la situation	En cas de demande de mesure conservatoire	50 000 CZK	-	-

Coût de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

Étude de cas	Aide juridictionnelle			Remboursements			
	Quand et à quelles conditions est-elle applicable?	Quand l'aide est-elle totale?	Conditions?	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a apportée?
Cas A	Centres de protection des consommateurs, autres ONG	-	-	Oui.	Cela dépend des caractéristiques de l'affaire.	Tous les frais peuvent être remboursés.	Non
Cas B	Cf. la directive sur l'aide judiciaire dans les affaires transfrontières,	-	-	Oui.	Cela dépend des caractéristiques de l'affaire.	Tous les frais peuvent être remboursés.	Non

ainsi que le Centre européen des consommateurs						
---	--	--	--	--	--	--

Frais de traduction et d'interprétation

Étude de cas	Traduction		Interprétation	
	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?
Cas A	Documents originaux en langue étrangère nécessaires à la procédure	350 CZK minimum par page	-	-
Cas B	Documents originaux en langue étrangère nécessaires à la procédure	350 CZK minimum par page	Lorsqu'une partie ou un témoin est étranger ou ne comprend pas le tchèque.	350 CZK par heure

Dernière mise à jour: 02/11/2020

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.